

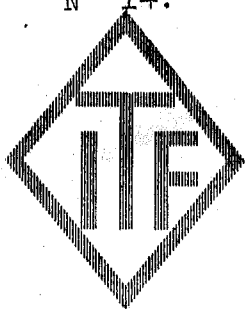


FASCISME

4ème année
N° 14.

Amsterdam, le 11 juillet 1936.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE



La Constitution dantzikoise est enfreinte. (I.T.F.) Le 14 mai, la Cour Suprême de Dantzig a déclaré valable en droit la confiscation de la part des autorités nationales-socialistes de la fortune des organisations syndicales libres bien que pareille confiscation fût contraire à la Constitution de l'Etat libre. Par son jugement, le Cour a épargné au Front dantzikois du Travail l'humiliation de reconnaître qu'il avait depuis longtemps gaspillé les biens volés.

L'exposé des motifs du jugement, rendu public à présent, démontre que la Cour Suprême a ignoré sciemment les dispositions de la Constitution de l'Etat libre de Dantzig garantie par les Etats Membres de la Société des Nations. La Cour Suprême, non contente en effet de sanctionner le vol des biens syndicaux en violation des principes élémentaires du droit privé international, s'est même efforcée de fournir une base juridique à la suppression de la liberté d'association garantie par la Constitution dantzikoise et de légaliser à l'avance aussi bien la "mise au pas" qu'une nouvelle confiscation des biens appartenant aux syndicats dantzikois.

La Constitution de l'Etat libre de Dantzig stipule que le droit d'association "dans le but de sauvegarder et d'améliorer les conditions de travail et conditions économiques en général" est garanti à chacun et à toutes les professions et que tous les prétextes ainsi que toutes les mesures tendant à restreindre ou à entraver l'exercice de ce droit, sont illicites (Article 113). Cet article garantit par conséquent aux travailleurs de Dantzig le droit de se grouper en toute liberté en des organisations de leur choix afin de "sauvegarder et améliorer leurs conditions de travail et conditions économiques". Chaque atteinte à ce droit constitue une violation de la Constitution.

La Cour Suprême de Dantzig cependant affirme dans son exposé des motifs (page 16): "Le changement d'orientation en Allemagne a eu pour Dantzig aussi la conséquence qu'un droit de la part des syndicats dantzikois à une vie propre, allant à l'encontre des aspirations modifiées des organisations allemandes, peut être tout aussi peu reconnu qu'un droit de la part des leaders syndicaux d'agir de leur propre initiative dans les limites de leurs compétences restreintes pour la réalisation des anciennes aspirations en se servant des anciennes méthodes". Les syndicats de Dantzig auraient dû en d'autres mots se transformer en des organisations jaunes; ils auraient été "obligés d'agir non pas selon l'esprit de la lutte des classes mais dans l'esprit

de la paix économique... Il n'en a pas été ainsi" (page 13). C'est pourquoi --ainsi la Cour Suprême-- la fortune des syndicats libres a pu être confisquée par les nationaux-socialistes!

Dans chaque Etat civilisé le principe de l'"ordre public" est applicable: un droit étranger dont l'application porterait atteinte aux bases de la vie publique et économique de l'Etat n'est pas reconnu. L'article 30 du Code civil de Dantzig prescrit de manière impérieuse l'application de ce principe. La Cour Suprême aurait donc dû considérer que le droit d'association est prévu dans la Constitution et que par conséquent, chaque tentative de "mise au pas" de la part des nationaux-socialistes jaunes constitue une violation flagrante de celle-ci. Elle a eu au contraire, l'audace de déclarer que la liberté syndicale n'existe plus à Dantzig, que "les droits des Comités et des membres peuvent être supprimés sans aucune compensation à l'occasion d'une réorganisation (!) de groupements syndicaux" (page 21). Elle justifie une atteinte à la Constitution en en préconisant une autre!

La Cour Suprême dantzigoise est l'instance juridique supérieure de l'Etat libre; elle est toutefois subordonnée au contrôle de la Société des Nations qui est responsable du respect de la Constitution. La Société des Nations porte l'entière responsabilité de ce qui se passe; elle a pour devoir de prendre les mesures qui s'imposent et de rétablir et garantir la liberté syndicale à Dantzig!

Une manoeuvre. (I.T.F.) Le 7 décembre 1935, le préfet de police national-socialiste de Dantzig a dissous la Fédération générale des travailleurs. L'organisation a protesté immédiatement contre cette mesure arbitraire, mais ce n'est que le 24 juin 1936 que la Chambre pour les questions administratives à la Cour Suprême de Dantzig a procédé à l'examen de la plainte formulée. Or, cette Chambre exige à présent que l'organisation syndicale fournisse la preuve qu'elle a d'autres tâches à accomplir que la....publication d'un organe syndical! La police nationale-socialiste qui a confisqué tous les documents se trouvant dans les bureaux de la Fédération, a refusé--afin de rendre plus difficile à l'organisation de fournir les preuves qu'on lui demande--d'autoriser les dirigeants syndicaux à prendre connaissance des documents qui reposent entre ses mains. Elle a seulement voulu promettre de porter à la connaissance de la Chambre pour les affaires administratives les documents "nécessaires". Les représentants syndicaux ont demandé que cela soit fait dans les quinze jours; devant la protestation de la police, l'instance judiciaire a renoncé à prescrire un délai déterminé. Le danger existe par conséquent que l'examen de la plainte soit à nouveau différé et que l'organisation syndicale libre des travailleurs dantzigois continue à être interdite.

Cumul de fonctions. (I.T.F.) Le chef régional des Nazis dantzigois, dirigeant de tous les employés allemands, Albert Forster est un homme aux possibilités multiples. En tant que dirigeant de tous les employés allemands, il touche des appointements élevés de la part du Front du travail, ce qui ne l'empêche guère d'encaisser encore une jolie somme en sa qualité de secrétaire du parti national-socialiste de Dantzig, et de recevoir 1000 marks par mois de l'Etat^{prussien} comme membre du "Conseil d'Etat" qui ne siège pour ainsi dire jamais et 600 marks par mois comme député au Reichstag pour aller deux fois par an pousser sur commande le cri "Heil" après avoir écouté un discours de son "Führer". On ne connaît hélas pas avec exactitude l'importance des appointements que lui servent le Front du travail et le parti nazi. Le citoyen Forster fournit en tout cas aux employés allemands la preuve qu'il y a dans le Troisième Reich des gens qui n'ont pas à se plaindre! A Wordel sur la mer Baltique, il s'est fait construire une luxueuse villa en style féodal où il séjourne pendant un des mois d'été. Pour les autres mois d'été il a sa maison de campagne en Haute-Bavière et le reste de l'année il habite un bel hôtel à Dantzig-Oliva. * prussien

Dans un livre paru en 1934 sur la vie héroïque de Forster qui avait alors 32 ans, l'auteur raconte comment Forster était venu en 1930 de Nuremberg à Dantzig "vêtu d'un méchant complet bleu marine" et les citoyens nazis dantzigois de se demander avec effroi: "Est-ce là notre chef régional?" L'homme au méchant complet marine a été secouru. Il possède à l'heure qu'il est, à côté des trois maisons qu'il habite de temps à autre, à Dantzig uniquement encore deux grands immeubles à appartements d'un rendement "sérieux" qui lui rapportent un loyer de 21 locataires et il s'applique en général de toutes les manières à prouver au monde que dans le Troisième Reich "le bien-être individuel prime le bien-être collectif".

Préparatifs olympiques. (I.T.F.) Pendant la durée des Jeux Olympiques la Gestapo allemande a pour devoir d'affecter une partie de ses organes de surveillance à l'espionnage des participants aux Jeux et elle doit en outre dans la mesure des possibilités s'abstenir de toute terreur ouverte. Afin d'empêcher toutefois, que les travailleurs allemands profitent de cette liberté de mouvement relative, la Gestapo a pris ses précautions dès fin mai par l'arrestation, en guise d'otage de quelques milliers d'ouvriers et employés autrefois permanents syndicaux. La Gestapo n'ignore point que tous les militants syndicalistes ayant autrefois joué un certain rôle sont intentionnellement tenus à l'écart de toute organisation clandestine mais elle espère néanmoins, par ces arrestations arbitraires, intimider les éléments actifs inconnus.

Un Congrès "universel" à Hambourg. (I.T.F.) La dernière semaine de juillet le "Congrès universel des loisirs ouvriers", organisé par la société récréative du Front allemand du travail "Kraft durch Freude" doit se réunir à Hambourg. L'Italie fasciste envoie à ce congrès une délégation d'un millier de personnes, la "dictature chrétienne" du Portugal se fera aussi dignement représenter; d'une série de pays viendront des délégations de groupements pour le maintien du costume national et d'associations bourgeoises d'acteurs amateurs, mais aucune organisation ouvrière libre ne sera représentée à ce congrès où les jaunes seront entre eux.

Ce que sont devenus les loisirs ouvriers. (I.T.F.) La Société "Kraft durch Freude" a été fondée par les Nazis le 27 novembre 1933, le jour même où le Front allemand du travail devait ouvertement reconnaître que sa tâche n'était plus de défendre les intérêts ouvriers mais se bornait dorénavant à la propagande en faveur du parti nazi. La Société récréative a pour but d'appuyer la propagande du Front du travail mais surtout de rendre impossible toute contre-propagande. Lors de l'assemblée de constitution, le Dr. Ley l'a reconnu: "La nouvelle organisation tend à bannir l'ennui. L'ennui engendre des idées et pensées stupides, méchantes, voire criminelles. Rien n'est plus dangereux pour l'Etat". La Société "Kraft durch Freude" s'efforce par conséquent de contrôler les heures de loisir, les week-end et les congés annuels des travailleurs. Or, rien n'est plus caractéristique de l'union étroite entre employeurs et Nazis, que le fait qu'ils exercent ce contrôle en commun. L'Office pour l'éducation ouvrière (Kulturamt) qui a pour charge de pourvoir aux loisirs ouvriers par des conférences et des représentations théâtrales et films à prix réduits, se trouve sous la direction suprême du sous-secrétaire d'Etat le Dr. Funk, ancien rédacteur pour les questions économiques de l'archicapitaliste "Berliner Börsenzeitung" et l'Office pour les voyages et congés" relève d'un ancien conseiller juridique du patronat.

Afin que la "police des loisirs ouvriers" puisse mener sa tâche à bien, toutes les initiatives prises par les travailleurs mêmes pour l'emploi de leurs heures de repos, ont été détruites. Les associations d'éducation ouvrière et de sport ouvrier ont été anéanties du même coup que les organisations syndicales, les groupements d'excursion, de chant et de danse des Jeunesses ouvrières et du mouvement bourgeois des jeunes, les universités populaires, les groupes d'acteurs amateurs, tous ont été placés devant l'alternative: "ou bien se laisser incorporer dans "Kraft durch Freude" ou bien disparaître". Beaucoup d'entre ces groupements se sont inclinés et ont poursuivi leur ancienne activité sous un nom nouveau. Seulement, il y avait une différence fondamentale: l'introduction du "principe du chef" c'est-à-dire la substitution d'un régime autoritaire à la libre collaboration. Le but n'est plus une libre collaboration d'êtres sympathisant mais la distraction des ouvriers pour éviter qu'ils aient des "pensées stupides". Le changement est le plus nettement démontré dans le sport: les anciennes organisations ouvrières sportives fonctionnaient avec le concours de milliers de militants à titre honorifique, mais "Kraft durch Freude" a dû nommer des moniteurs rétribués, ne trouvant pas de collaborateurs volontaires.

Agence de voyages pour gens aisés! (I.T.F.) Pour commencer les Nazis semblaient avoir un peu plus de succès que pour les loisirs ouvriers, avec les manifestations organisées par eux à l'intention des week-end et surtout du congé annuel. Le Dr. Ley a promis "à chaque ouvrier son voyage annuel". Les voyages, devenus graduellement l'activité principale de la Société récréative "Kraft durch Freude", sont devenus bien meilleur marché et sont appréciés par certains fonctionnaires et employés ainsi que



par les classes moyennes; pour les ouvriers ils continuent en général à être trop coûteux et plus les salaires ont été comprimés, plus les prix ont monté, plus il devient rare pour un ouvrier de pouvoir faire un pareil voyage de vacances à ses propres frais. La première année, en 1934, municipalités et caisses d'assurance-maladie ont versé, de même que certains employeurs, des subventions élevées à "Kraft durch Freude", utilisées pour l'octroi de voyages gratuits. Lorsque toutefois le paiement de ces subventions cessa de la part d'organismes publics, faute de ressources et que les employeurs se montrèrent plus réservés, le pourcentage des ouvriers participant aux voyages, baissa encore. Les quelques voyages de propagande, vraiment "intéressants" pour lesquels "Kraft durch Freude" prend à sa charge une partie importante des frais, ne sont pas de manière générale accessibles aux ouvriers; ils sont l'objet d'un régime prononcé de favoritisme. Pour les deux voyages de grande publicité vers l'île de Madère, ce sont les employeurs qui choisissent les participants, les autres croisières ainsi que les voyages dans les Alpes sont surtout fréquentés par les secrétaires nazis et leurs acolytes. Il y a de temps à autre quelques places gratuites; toutefois les ouvriers renoncent souvent d'en profiter vu que leurs maigres salaires ne leur laissent pas de quoi se permettre un peu d'argent de poche pour les faux frais en cours de route. Et faite une quête à sa propre intention--ainsi qu'on le conseille comme étant un geste de "socialisme/pratique-- n'est pas l'affaire de chacun.

Les chômeurs n'ont en général aucun droit à un voyage gratuit. Il est vrai qu'à Hambourg, ville du prochain congrès, une affiche dans certains locaux de poignonage annonce que les chômeurs peuvent adresser au bureau de bienfaisance une demande de participation gratuite à un voyage, mais les chômeurs qui, se conformant à cette instruction, en ont fait la demande, n'ont pas obtenu de réponse du tout.

Cela n'empêche pas les autorités d'alléguer l'existence de "Kraft durch Freude" comme une consolation et de dire aux ouvriers que les voyages dont le prix a été réduit-- mais qui restent inaccessibles pour les petites bourses--constituent une "augmentation du pouvoir d'achat des salaires" (dans tous les organes du Front allemand du travail de juin 1936). Seulement, tout ouvrier allemand peut, par un calcul facile, se rendre compte qu'une augmentation de ne fût-ce que quelques pfennigs de l'heure, lui rapporterait davantage. Le but réel toutefois de "Kraft durch Freude" est précisément de retenir les travailleurs d'une lutte pour des salaires convenables. Aussi, l'exposition organisée à l'occasion du Congrès de Hambourg ne contiendra-t-elle pas de bulletins de paie, car on comprendrait alors que le régime hitlérien a fait baisser le pouvoir d'achat des salaires nets de 20 à 25% et cherche à consoler les ouvriers en leur offrant de temps à autre une place gratuite dans un train d'excursionnistes.

Bluff et tromperies. (I.T.F.) L'exposition organisée à l'occasion du Congrès hambourgeois des Loisirs ouvriers proviendra en majeure partie de l'Agence de voyages de "Kraft durch Freude". On ne fera pas voir cependant la vérité sur les voyages; on ne dira pas comment de plus en plus souvent, les excursions de week-end ont une autre destination que celle-alléchante- annoncée pour remplir les trains, on gardera le silence sur la formule à signer par les adhérents qui contient une clause disant: "Je sais ne pas pouvoir faire valoir des droits à être logé à un endroit déterminé". On n'indiquera pas de quelle manière sont enregistrés des chiffres croissants sur le nombre de participants: voyages d'agences privées simplement présentés comme émanant de "Kraft durch Freude", voyages avec le chemin de fer de banlieue de Hambourg ou de Berlin, enregistrés comme "voyages de congé" etc.

L'exposition de Hambourg contiendra par contre 2.000 photographies de locaux d'usines comme une illustration des résultats de l'activité de la section "La beauté du travail". On pourra même visiter à Hambourg des "usines modèles". Qu'on ne s'y laisse pas prendre! "Quatre (!) chefs d'entreprise--ainsi écrit le journal du Front du travail, le "Angriff" du 27 juin-- se sont déclarés disposés à transformer leurs installations, à l'occasion du congrès, en des usines modèles". L'usine à gaz de Hambourg-- qui est une de ces quatre entreprises--montrera aux visiteurs une "Maison de la camaraderie" qui aurait coûté 220.000 marks. Nous conseillons aux congressistes d'aller regarder des lieux plus intéressants, tels que le grand chantier nautique de Blohm und Voss ou encore les cabinets du bureau de placement des dockers au Seegerplatz, dans lesquels on vient d'enlever les portes pour faciliter le contrôle. De là, ils pourront se rendre à la chaussée qui long

l'Alster où ils pourront admirer les villas habitées par la haute finance et le gros commerce ainsi que par les bonzes hambourgeois et se rendre compte de qui profite dans le Troisième Reich de "la force par la joie".

Congés "payés". (I.T.F.) L'apresse nazie annonce avec orgueil qu'une série de grandes entreprises ont doublé le congé annuel payé de leur personnel. La "Braune Wirtschaftspost" qui paraît sous les auspices du gros industriel Thyssen nous trahit malicieusement de quoi il s'agit en réalité (N° du 16 mai 1936): "Il est certes très beau pour le personnel d'une entreprise qui a sa bonne saison au printemps, lorsque l'usine ferme ses portes en été pendant quinze jours et qu'il voit ainsi son congé doublé, ce qui est compensé par un travail supplémentaire normalement payé pendant la haute saison. A quoi cela revient-il cependant au fond? A quelque chose d'incontestablement réjouissant pour le personnel de cette entreprise déterminée et à une sérieuse économie pour l'employeur durant la période du congé".

Les employeurs accordent au fond une avance qui doit être rattrapée pendant la période de presse. Ils font pendant la morte saison des économies sur les frais d'exploitation et pendant la haute saison ils s'abstiennent de payer des heures supplémentaires. C'est là ce qu'on appelle dans le Troisième Reich un "congé payé".

Les finances du Front allemand du travail. (I.T.F.) Le trésorier du Front allemand du travail a fait, dans le quotidien de cet organisme ("Der Angriff", 18 juin 1936) quelques communications sur les finances. Ses indications sont incontrôlables; une fois de plus le Front du travail s'est soustrait à rendre des comptes de sa gestion. Dans l'aperçu financier ne figurent ni les pertes dues aux détournements de fonds, ni les énormes subsides au parti.

Suivant l'assertion de son trésorier, le Front allemand du travail touche en cotisations 27 millions de marks par mois, soit 324 millions par an. Les recettes provenant d'intérêts--réalisés par exemple sur la fortune volée des syndicats libres-- ne figurent pas dans l'aperçu. Le 7 mars 1935, le Dr. Ley a affirmé que les recettes annuelles du Front allemand du travail en cotisations se chiffrent à "environ 300 millions".

Or, selon le trésorier 41% au moins des recettes en cotisations passent en dépenses administratives; en 1935 elles ne s'élevaient "qu'à" environ 35%. On ne nous fournit pas de chiffres absolus mais on se borne à nous parler de certains pourcentages des millions touchés en cotisations.

Officiellement, selon les indications du trésorier, on ne dépense que 31% des recettes pour "dépenses administratives" et "acquisitions", mais les bureaux de consultation, l'oeuvre d'"éducation" et la presse absorbent encore une fois 28% et la société "Kraft durch Freude" demande encore 6%. La plus grande partie de ces dépenses aussi sont faites pour des buts administratifs. Lorsque toutefois, on ne considère que 25 à 30% de ces dépenses comme dépenses administratives, on arrive déjà à la conclusion qu'au moins 41% des cotisations passent dans les lourds rouages administratifs du Front du travail.

En secours on dépenserait 31% des cotisations, ce qui reviendrait à 113 millions. Les organisations syndicales libres qui, contrairement au Front du travail, luttent pour l'amélioration des salaires et conditions de travail ont payé en secours en 1931 (suivant les derniers rapports) avec 4 1/2 millions de membres 117 millions de marks en secours. Le Front du travail--qu'on ne s'y trompe pas-- n'est pas toutefois une organisation syndicale ni une institution de secours; il est simplement un organe pour divulguer des idées fascistes et procurer une bonne vie à d'innombrables bonzes.

Paroles au lieu de pain. (I.T.F.) Depuis quatorze ans déjà, la dictature fasciste ruine le peuple italien, depuis dix ans existe l'Etat "corporatif" mais toujours les fascistes n'ont pour les travailleurs pas autre chose que des compressions des salaires et des paroles de consolation. Lorsque récemment les nouvelles des succès des travailleurs français avaient pénétré en Italie, malgré la censure rigoureuse et que les ouvriers italiens demandaient qu'après "la campagne victorieuse d'Ethiopie" on mette un terme aux réductions des salaires, le chef des syndicats fascistes milanais ne sut pas trouver mieux que de déclarer: "Les travailleurs italiens qui traversent aujourd'hui, pour beaucoup de catégories du moins, une période de recueillement sévère, savent que leurs justes revendications d'amélioration sont pour le moment--cela dure depuis 1926 déjà!--ajournées. Mais ils disposent de puissants rouages

organiques qui leur permettront de réaliser leurs aspirations dès que les conditions générales le rendront opportun" (Popolo d'Italia, 20 juin 1936).

Depuis quatorze ans les "conditions générales" rendent opportunes des réductions des salaires. Depuis 10 ans les puissantes corporations ne se risquent à aucune intervention au profit des ouvriers; tout ce qu'elles font pour leurs adhérents, c'est leur dire des paroles d'apaisement. Il continuera à en être ainsi dans l'"Empire" italien.

"Faute de service" (I.T.F.) La direction des tramways de la ville autrichienne de Linz a rendu public un projet de statut du personnel qui contient une stipulation ainsi conçue: "Mariage. Tous les agents qui désirent contracter un mariage sont tenus de le notifier d'avance à la direction afin de s'assurer du consentement de celle-ci. La compagnie se réserve le droit de refuser le consentement lorsque des objections sérieuses existent. Aux agents femmes le consentement à un mariage sera refusé. Contracter un mariage sera pour elles une faute de service passible d'un congédiement immédiat'.

"Délégués ouvriers". (I.T.F.) Le président du Syndicat unique autrichien vient de nommer à la tête du Syndicat des ouvriers du commerce et des transports un nouveau Comité dans lequel siègent des travailleurs encore en service actif. Les travailleurs veulent cependant savoir tout aussi peu de ces "délégués" ouvriers que de la bureaucratie fasciste.

Pour le personnel du grand magasin viennois Gerngross une certaine dame Bazala a par exemple été désignée dans le Comité. Le personnel connaît cette dame comme une dénonciatrice à double visage et même ses coreligionnaires l'évitent. Dans deux des trois réunions du personnel convoquées par le syndicat unique (les 9 et 12 juin) le personnel protesta contre cette "représentation" mais le président nouvellement élu du syndicat répliqua que l'opinion des membres travaillant chez Gerngross ne l'intéressait point. Le comité comprenait ceux

désignés à cet effet par lui-même et le président de la Fédération des syndicats. par

Les ouvriers doivent payer des cotisations et se taire. Voilà la "démocratie autoritaire" des dictateurs.

La crainte des clandestins. (I.T.F.) Les dictateurs autrichiens tentent par tous les moyens de forcer les ouvriers à adhérer au syndicat unique. Dans leur crainte malade de l'activité clandestine ils dissolvent en même temps des sections qui existent.

La section des jeunes du Syndicat autrichien des travailleurs de l'Alimentation a été dissoute et le secrétaire congédié; la police prétendait que les jeunes groupes dans la section avaient fait de la propagande pour l'organisation libre clandestine.

Le syndicat autrichien des travailleurs de l'industrie du textile et de l'habillement a dû ces dernières semaines dissoudre jusqu'à trois sections, la police assurant que certains membres des Comités desdites sections avaient agi en faveur de l'organisation libre clandestine des travailleurs de l'habillement.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISMEJusques à quand?

(I.T.F.) Une feuille volante distribuée par le Syndicat libre des cheminots et travailleurs des transports autrichiens--qui fait partie de l'I.T.F.--écrite qui suit sur la situation des cheminots sous le régime dictatorial chrétien:

"Cheminots, jusques à quand serons-nous des esclaves sans aucun droit entre les mains de supérieurs grossiers? Jusques à quand des expressions comme "fripouille" ou "canaille" seront-elles le ton normal des rapports entre supérieurs et subalternes? Combien de temps encore les cheminots tomberont-ils sous la loi militaire? Deux ans et demi encore après février 1934 les juges disciplinaires à la direction générale peuvent, par un verdict dont il n'y a pas d'appel, priver chaque cheminot des droits acquis et chaque retraité de sa pension. Jusques à quand les cheminots seront-ils les plus mal traités parmi toutes les catégories de travailleurs de services publics? La loi suspendant les avancements pour le personnel des services publics a été abrogée, mais pour les cheminots la suspension subsiste! Lorsqu'un poste devient vacant aux chemins de fer fédéraux auquel un agent subalterne pourrait être avancé, le poste est sur le champ rétrogradé pour que le cheminot ne doive pas toucher davantage.

Jusques à quand subsisteront les méthodes inhumaines d'accélération du travail? Une grande partie du personnel à un roulement qui ne lui laisse pas un seul jour de congé dans toute l'année. Dans d'importants centres ferroviaires certains agents font régulièrement 16 heures consécutives. Il ne reste plus rien de la journée de huit heures. Jusques à quand durera la honte qu'il n'y a même pas une journée de repos par mois? Ce système signifie la perte des cheminots!"

La responsabilité de la Reichsbahn. (I.T.F.) La veille de Noël 1935 un train rapide entra en Allemagne centrale en collision avec un train omnibus. L'I.T.F. avait immédiatement compris la cause de cet accident: le mécanicien était accompagné sur la locomotive par un chauffeur inexpérimenté. Au cours du procès cette opinion a été confirmée et il a été reconnu que c'était la politique de personnel menée par la Reichsbahn qui était responsable de l'accident. Néanmoins, les deux mécaniciens avaient été condamnés à respectivement 15 et 7 mois de prison.

Le tribunal a confirmé que le mécanicien de la locomotive de tête avait d'abord refusé de prendre avec lui sur la machine ce chauffeur qu'il considérait comme insuffisamment formé et qu'ensuite il avait, dans son zèle, assisté le chauffeur qui n'avait pas le droit de faire du service sur un rapide et qui n'arrivait pas à porter la vapeur à la pression voulue. De la sorte, n'ayant pas vu le signal avancé, il freina trop tard. Par ces considérations le tribunal a reconnu que la faute incombait à la Reichsbahn. Si néanmoins les mécaniciens ont été condamnés, cela prouve que dans le Troisième Reich, il n'y a pas de droit pour les cheminots.

Au-dessous du minimum vital.

(I.T.F.) L'Office de statistique de Dantzig a constaté (le 24 août 1935) que le minimum vital s'élève pour une famille de quatre personnes à 186,20 gulden par mois. Un cheminot dantzikois (Echelle VI, marié et père de trois enfants) ne touche cependant qu'un salaire brut de 170,72 gulden. Il reste donc de 16 gulden au-dessous du minimum d'existence officiellement admis. Un homme d'équipe reçoit 168,96 gulden par mois, soit 17 gulden de moins que le minimum vital. Le 2 mai 1935 le Sénat dantzikois a dévalué le gulden de 43% en interdisant toute indemnité de vie chère. Les cheminots ont faim!